



RCS : MELUN

Code greffe : 7702

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de MELUN atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2014 B 00384

Numéro SIREN : 800 819 146

Nom ou dénomination : A.C. OCCASION

Ce dépôt a été enregistré le 21/12/2015 sous le numéro de dépôt 8084

A.C OCCASION
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 10 000 €
Siège social : 21 rue Edmond Nocard
77160 PROVINS
800 819 146 RCS MELUN

8084.
N° 3384.
21/12/15

Ce jour, le 19 novembre 2015, Monsieur Christophe MOLLOT, Président de la société A.C OCCASION, Société par Actions Simplifiée au capital de 10 000 €, ayant son siège social à Provins (77160) 21 rue Edmond Nocard, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Melun sous le n° 800 819 146, a pris les décisions suivantes relatives à la libération de la souscription par compensation.

Arrêté de créances
en vue de la libération de la souscription
par compensation

L'associé unique a décidé une augmentation du capital social de CINQ MILLE EUROS (5 000 €) par l'émission de 500 actions nouvelles de 10 € nominal chacune, à libérer, lors de la souscription, en espèces ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société.

L'associé unique a déclaré souscrire les 500 actions nouvelles et libérer sa souscription, soit la somme de CINQ MILLE EUROS (5 000 €), par compensation avec la créance liquide et exigible qu'il détient sur la société.

Il ressort des comptes de la société que la créance détenue par l'associé unique sur la société s'élève à CINQ MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT SIX EUROS TRENTE CENTIMES (5 486,30 €).

Le Président constate que Monsieur Christophe MOLLOT est créancier de la société d'une somme de CINQ MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT SIX EUROS TRENTE CENTIMES (5 486,30 €) au titre de son compte-courant.

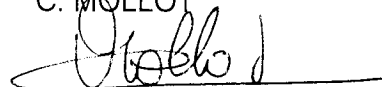
En conséquence, le Président arrête à CINQ MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT SIX EUROS TRENTE CENTIMES (5 486,30 €) le montant de la créance certaine, liquide et exigible de Monsieur Christophe MOLLOT sur la société à la date de ce jour, date de souscription, créance qui peut être utilisée pour la libération des actions souscrites, représentant une somme de CINQ MILLE EUROS.

Cet arrêté de comptes, dûment signé, sera joint au procès-verbal des décisions de l'associé unique.

Fait à Provins,
Le 19 novembre 2015,
En deux exemplaires.

Le Président,

C. MOLLOT



A.C OCCASION
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 10 000 €
Siège social : 21 rue Edmond Nocard
77160 PROVINS
800 819 146 RCS MELUN

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 19 NOVEMBRE 2015

L'an deux mille quinze, le Dix-neuf novembre à Huit heures,

Au siège de la société ci-dessus dénommée, Monsieur Christophe MOLLOT agissant en qualité d'actionnaire unique et de président de la société A.C OCCASION, Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle au capital de 10 000 €, immatriculée au RCS de Melun sous le n° 800 819 146,

A pris les décisions ci-après relatives :

- au transfert du siège social,
- augmentation du capital en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société,
- modification corrélative des statuts,
- pouvoirs pour les formalités.

PREMIERE DECISION

L'actionnaire unique décide de transférer, à compter du 1^{er} décembre 2015, le siège social de Provins (77160) 21 rue Edmond Nocard à Provins (77160) 1 rue Pierre Eugène Clairin.

DEUXIEME DECISION

En conséquence de la décision qui précède, l'actionnaire unique décide de modifier l'article 4 des statuts de la société dont la rédaction sera désormais la suivante :

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à compter du 1^{er} décembre 2015

1 rue Pierre Eugène Clairin
77160 PROVINS

Le reste de l'article demeure sans changement.

TROISIEME DECISION

L'associé unique décide d'augmenter le capital d'une somme de CINQ MILLE EUROS (5 000 €) pour le porter de 10 000 € à 15 000 €.

L'associé unique libère intégralement le montant de la souscription et accepte une compensation à due concurrence de 5 000 € avec une créance liquide et exigible qu'il détient sur la société.

CM

La somme de 5 000 €, versée par compensation, est reconnue effectivement certaine, liquide et exigible après contrôle de l'arrêté des comptes établi ce jour par la présidence.

Cette augmentation de capital est réalisée au moyen de la création de 500 actions nouvelles de 10 €. Les actions nouvelles, ainsi créées, assujetties à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de ce jour.

Il résulte des constatations ci-dessus que l'augmentation de capital se trouve intégralement souscrite, que la créance valablement compensée était certaine, liquide et exigible après contrôle de l'arrêté des comptes établi ce jour par la présidence, et que ladite augmentation de capital se trouve définitivement et régulièrement réalisée.

QUATRIEME DECISION

En conséquence de l'augmentation de capital réalisée ci-dessus, l'associé unique décide de modifier comme suit les articles 6 et 7 des statuts :

Article 6 - Apports

Il est ajouté le paragraphe suivant :

Aux termes d'une décision de l'associé unique du 19 novembre 2015, le capital a été augmenté d'une somme de 5 000 € par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles, pour être porté à 15 000 €.

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de **QUINZE MILLE EUROS (15 000 €)**, divisé en 1 500 actions de 10 € chacune, intégralement libérées de même catégorie.

CINQUIEME DECISION

L'associé unique délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités nécessaires.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par l'associé unique et consigné sur le registre de ses décisions.

Enregistré à : SIE DE MELUN

Le 27/11/2015 Bordereau n°2015/2 151 Case n°12

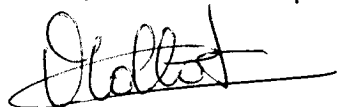
Enregistrement : 375 € Pénalités :

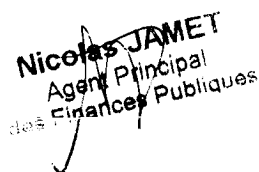
Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros

Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros

Le Contrôleur principal des finances publiques

EN 0211

Pour copie certifiée
conforme le président



Nicolas JAMET
Agent Principal
des Finances Publiques

A.C OCCASION
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 15 000 €
Siège social : 1 rue Pierre Eugène Clairin
77160 PROVINS
800 819 146 RCS MELUN

S T A T U T S

STATUTS

Le soussigné

Monsieur Christophe MOLLOT, demeurant à Provins (77160) 23 rue Hugues Le Grand,
Né le 15 mai 1970 à Melun (Seine et Marne),
Célibataire majeur non pacsé,
De nationalité Française.

A établi ainsi qu'il suit les statuts de la société par actions simplifiée qu'il a décidé d'instituer.

TITRE I FORME-DENOMINATION-SIEGE-OBJET-DUREE

Article 1 - Forme

Il est formé par le propriétaire des actions ci-après créées une Société par Actions Simplifiée régie par le code de commerce ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires.
Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

Article 2 - Objet

La société a pour objet :

L'achat, la vente de tous véhicules neufs et d'occasion.

Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.

Article 3 - Dénomination

La dénomination de la société est

A.C OCCASION

Sur tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du capital social.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à à compter du 1^{er} décembre 2015

**1 rue Pierre Eugène Clairin
77160 PROVINS**

Il peut être transféré en tous lieux par décision de l'actionnaire unique.

Si la société vient à comporter plusieurs actionnaires, le transfert du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe est décidé par le Président, qui est dans ce cas habilité à modifier les statuts en conséquence.

Dans tous les autres cas, le transfert du siège social résulte d'une décision collective extraordinaire des associés.

Article 5 - Durée- Exercice social

La durée de la société est de 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus dans les présents statuts.

L'année sociale commence le 1^{er} avril et finit le 31 mars de chaque année.
Le premier exercice social sera clos le 31 mars 2015.

TITRE II APPORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Article 6 - Apports

Toutes les actions formant le capital social représentant des apports en numéraire sont entièrement souscrites par le soussigné et libérées de la moitié de leur valeur nominale, ainsi que le constate le certificat du dépositaire des fonds, la BRED - Agence de Provins, établi le 28 février 2014 :

- Monsieur Christophe MOLLOT a versé
la somme en espèces de CINQ MILLE EUROS 5 000,00 €

Soit au total, une somme de CINQ MILLE EUROS (5 000 €) correspondant à MILLE (1 000) actions de 10 €, souscrites en totalité et libérées de moitié.

Conformément à l'article L 223-7 du Code de commerce, la libération du surplus interviendra en une ou plusieurs fois sur décision du Président, dans un délai qui ne pourra excéder cinq ans à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Elle sera retirée par le Président de la société, sur présentation du certificat du Greffier du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, attestant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Par décision en date du 27 mars 2015, l'associé unique a constaté la libération intégrale des actions de numéraire composant le capital social.

Aux termes d'une décision de l'associé unique du 19 novembre 2015, le capital a été augmenté d'une somme de 5 000 € par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles, pour être porté à 15 000 €.

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de **QUINZE MILLE EUROS (15 000 €)**, divisé en 1 500 actions de 10 € chacune, intégralement libérées de même catégorie.

Article 8 - Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par l'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaire, décision collective des actionnaires.

En cas de pluralité d'actionnaires, les actionnaires, peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

En cas d'augmentation du capital en numéraire, chaque actionnaire a proportionnellement au montant de ses actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Toutefois, les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Lors de toute décision d'augmentation du capital, excepté lorsqu'elle est consécutive à un apport en nature, ou lorsqu'elle résulte de l'émission préalable de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres représentant une quotité du capital, l'actionnaire ou la collectivité des actionnaires par assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital ouverte aux salariés dans les conditions prévues par la réglementation.

Article 9 - Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.

Tout actionnaire peut demander à la société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

Article 10 - Droits et obligations attachés aux actions

1. Toute action, donne droit dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Pour y parvenir, il est fait masse, le cas échéant, de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

2. L'actionnaire unique ou les actionnaires en cas de pluralité, ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. En cas de pluralité, les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.

4. Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier.

5. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

TITRE III TRANSMISSION DES ACTIONS - EXCLUSION D'ACTIONNAIRES

Les dispositions suivantes des articles 11,12 et 13 ne s'appliquent que lorsque la société est pluripersonnelle.

Article 11 - Dispositions communes applicables aux cessions d'actions

Définitions

Dans le cadre des présents statuts, le soussigné a retenu les définitions ci-après :

Cession : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

Action ou Valeur mobilière : signifie les valeurs mobilières émises par la société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

Modalités de transmission des actions

Les actions sont librement négociables. La transmission des actions émises par la société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

Article 12 - Préemption

1. Toute cession des actions de la société sauf entre actionnaires est soumise au respect du droit de préemption conféré aux associés et ce, dans les conditions ci-après.

2. L'actionnaire cédant notifie au Président et à chacun des actionnaires par lettre recommandée avec demande d'avis de réception son projet de cession mentionnant :

- le nombre d'actions concernées ;
- les informations sur le cessionnaire envisagé : nom, prénoms, adresse et nationalité ou s'il s'agit d'une personne morale dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux ;

- le prix et les conditions de la cession projetée.

La date de réception de la notification de l'actionnaire cédant fait courir un délai de trois (3) mois, à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés en totalité sur les actions concernées, le cédant pourra réaliser librement la cession projetée, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article 13 des statuts.

3. Chaque actionnaire bénéficie d'un droit de préemption sur les actions faisant l'objet du projet de cession. Ce droit de préemption est exercé par notification au Président dans les trois (3) mois au plus tard de la réception de la notification ci-dessus visée. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception précisant le nombre d'actions que chaque actionnaire souhaite acquérir.

4. A l'expiration du délai de deux mois prévu au 3 ci-dessus et avant celle du délai de trois mois fixé au 2 ci-dessus, le Président doit notifier à l'actionnaire cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption.

Si les droits de préemption exercés sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les actions concernées sont réparties par le Président entre les actionnaires, en cas de pluralité, qui ont notifié leur volonté d'acquérir au prorata de leur participation au capital de la Société et dans la limite de leurs demandes.

Si les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'actionnaire cédant est libre de réaliser la cession au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article 13 ci-après.

5. En cas d'exercice du droit de préemption, la cession des actions devra être réalisée dans un délai de quinze (15) jours moyennant le prix mentionné dans la notification de l'actionnaire cédant.

Article 13 - Agrément

1. Les actions ne peuvent être cédées, sauf entre actionnaires, qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des actionnaires statuant à la majorité des voix des actionnaires disposant du droit de vote, les actions du cédant n'étant pas prises en compte pour le calcul de cette majorité.

2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les noms, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son l'identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux actionnaires.

3. En cas de pluralité, la décision des actionnaires sur l'agrément doit intervenir dans un délai d'un mois à compter de la notification de la demande visée au 2 ci-dessus. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas d'agrément, l'actionnaire cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard

dans les trente (30) jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

6. En cas de refus d'agrément, la société est tenue dans un délai de trois (3) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'actionnaire cédant soit par des actionnaires, soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'actionnaire cédant, elle est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

TITRE IV

ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 14 - Président de la société

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non, de la Société.

Désignation

Le Président est désigné par l'actionnaire unique, ou, en cas de pluralité d'actionnaire par décision collective. Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Président est nommé sans limitation de durée.

Le premier Président est Monsieur Christophe MOLLOT, demeurant à Provins (77160) 23 rue Hugues Le Grand.

La révocation du Président ne peut intervenir que pour un motif grave. En cas de pluralité d'actionnaire, elle est prononcée par décision collective prise à la majorité des 2/3 des voix des associés.

Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi, ouvrira droit à une indemnisation du Président.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- exclusion du Président actionnaire ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

Rémunération

La rémunération du Président est fixée chaque année par l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires, en cas de pluralité d'actionnaire.

Pouvoirs

Le Président dirige la société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la

limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des actionnaires.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits prévus par l'article L. 432-6 du Code du travail auprès du Président.

Article 15 - Directeur Général

Désignation

Sur proposition du Président, l'actionnaire unique ou les actionnaires, en cas de pluralité, peuvent nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Président avec le titre de Directeur Général.

Le Directeur Général peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la société.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des actionnaires, jusqu'à la nomination du nouveau Président.

En cas de pluralité d'actionnaire, le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire par décision collective prise à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- exclusion du Directeur Général actionnaire ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général.

Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail.

Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction et de représentation que le Président.

Article 16 - Commissaires aux comptes

Si la société remplit les conditions légales d'appartenance à un groupe où si elle vient à répondre à l'un des critères définis légalement et tirés du nombre de salariés, du chiffre d'affaires ou du total bilan, le contrôle légal de la société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par décision collective des actionnaires.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices.

En outre, tout actionnaire pourra demander à la société de charger le commissaire aux comptes ou tout autre expert désigné par lui, d'accomplir toutes missions de contrôle comptable, d'audit ou d'expertise qu'il jugerait nécessaire, soit dans la société elle-même, soit dans ses filiales.

Article 17 - Conventions entre la société et ses dirigeants

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant, actionnaire unique, sont mentionnées au registre des décisions de l'associé unique.

Lorsque l'actionnaire unique n'est pas le dirigeant de la société, les conventions conclues par le Président sont soumises à son approbation.

Lorsque la société comporte plusieurs actionnaires, la procédure de contrôle est celle prévue par l'article L 227-10, alinéas 1 et 2 du code de commerce.

TITRE V DECISIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE OU DES ACTIONNAIRES

Article 18 - Décisions de l'actionnaire unique ou des actionnaires

L'actionnaire unique est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- transformation de la société ;
- modification du capital social : augmentation, amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation du Président ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la société et ses dirigeants ou actionnaires ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions d'actions ;
- exclusion d'un actionnaire et suspension de ses droits de vote.
- autorisation des décisions du Président visées à l'article 14 des présents statuts.

En cas de pluralité d'actionnaires ces compétences reviennent à la collectivité des actionnaires.

Article 19 - Règles de majorité en cas de pluralité d'actionnaires

En cas de pluralité d'actionnaires, les décisions collectives des actionnaires sont adoptées à la majorité des voix des actionnaires disposant du droit de vote, présents ou représentés.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après :

- a) doivent être adoptées à l'unanimité des actionnaires disposant du droit de vote
 - celles prévues par les dispositions légales ;
 - les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des actionnaires ;
 - l'augmentation de la valeur nominale des actions existantes à moins qu'elle ne soit réalisée par incorporation de réserves ;
 - la transformation de la société en SNC.
- b) doit être adoptée à la majorité des 2/3 des voix des actionnaires disposant du droit de vote
 - la révocation du Président.

Article 20 - Modalités des décisions collectives en cas de pluralité d'actionnaires

En cas de pluralité d'actionnaires, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les actionnaires.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Article 21 - Assemblées en cas de pluralité d'actionnaires

En cas de pluralité d'actionnaires, les actionnaires se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite quinze (15) jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un actionnaire désigné par l'assemblée.

Les actionnaires peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre actionnaire ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

Le Président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article 23 ci-après.

Article 22 - Procès-verbaux des décisions de l'actionnaire unique ou des actionnaires

Les décisions prises par l'actionnaire unique doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées.

En cas de pluralité d'actionnaires, les décisions collectives prises en assemblée, doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'assemblée et par les actionnaires présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les noms, prénoms et qualité du Président de séance, l'identité des actionnaires présents et représentés, en cas de pluralité d'actionnaires, les documents et informations communiqués préalablement aux actionnaires, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque actionnaire.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les actionnaires exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux actionnaires. Il est signé par tous les actionnaires et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

Article 23 - Information préalable des actionnaires en cas de pluralité d'actionnaires

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des actionnaires doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux actionnaires de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux actionnaires quinze (15) jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des actionnaires.

Les actionnaires peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les actionnaires peuvent obtenir communication aux frais de la société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

TITRE VI COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

Article 24 - Etablissement et approbation des comptes annuels en cas de pluralité d'actionnaires

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les actionnaires doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels.

Article 25 - Affectation et répartition des résultats

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les actionnaires décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

3. L'actionnaire unique ou la décision collective des actionnaires peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des actionnaires ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE VII DISSOLUTION- LIQUIDATION DE LA SOCIETE

Article 26 - Dissolution – Liquidation de la société

La société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de survenance d'une cause légale de dissolution anticipée.

Lorsque la société ne comporte qu'un seul actionnaire personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par l'article 1844-5 du code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Lorsque la société comporte plusieurs actionnaires ou un actionnaire unique personne physique, la dissolution entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément aux dispositions légales.

TITRE VIII CONTESTATIONS

Article 27 - Contestations

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales susceptibles de surgir pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation seront soumises au Tribunal de commerce du lieu du siège social.

TITRE IX DISPOSITIONS DIVERSES

Article 28 - Publicité

Tous pouvoirs sont donnés au président à l'effet de signer l'insertion relative à la constitution de la société dans un journal d'annonces légales et au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer toutes autres formalités.

Statuts établis par acte sous seing privé en date à Provins du 28 février 2014 enregistré au SIE DE MELUN-EXTERIEUR le 11/03/2014 Bordereau n°2014/525 Case n°12 Ext 1499.

Statuts mis à jour par une décision de l'associé unique le 27 mars 2015.

Statuts mis à jour par une décision de l'associé unique le 19 novembre 2015.

Pour copie certifiée
conforme le président
